



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TA RECYCLAGE

Chemin du Bois de l'Étang
77181 Le Pin

Références : E/23- 1417
Code AIOT : 0006525205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement TA RECYCLAGE implanté Chemin du Bois de l'Étang 77181 Le Pin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société TA RECYCLAGE a déposé une demande d'agrément pour l'exploitation d'une activité d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules hors d'usage, à hauteur de 48 véhicules par an, sur la parcelle n° ZL 17 située Chemin du Bois de l'Étang à Le Pin (77181).

La délivrance de l'agrément dans le cadre de ce projet est actuellement suspendue à l'obtention d'un enregistrement ICPE pour un projet de la société de plus grande envergure sur le territoire de la commune de Meaux, dans la mesure la possibilité d'exercer sur le site de Le Pin conformément au contenu de la demande d'agrément est entièrement dépendante de l'ouverture du site de Meaux.

L'inspection du 16/06/2023, réalisée à l'occasion d'une inspection réalisée à proximité de l'établissement, visait à vérifier l'absence de toute activité VHU sur la parcelle n° ZL 17 située Chemin du Bois de l'Étang à Le Pin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TA RECYCLAGE
- Chemin du Bois de l'Étang 77181 Le Pin
- Code AIOT : 0006525205
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Absence d'activité VHU et/ou ICPE	Code de l'environnement du 14/10/2011, articles L. 511-2 et L. 541-22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée le 16/06/2023, il a été constaté qu'aucune activité d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicule hors d'usage n'était exercée sur le site.

En revanche, il a été constaté que plusieurs fûts d'huile minérale et de grands récipients pour vrac (GRV) étaient entreposés à même le sol, sans être placés sur une rétention permettant de retenir une pollution accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Absence d'activité VHU et/ou ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L. 511-2 et L. 541-22
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article L. 511-2 :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p>Article L. 541-22 :</p> <p>Pour certaines des catégories de déchets précisées par décret, l'administration fixe, sur tout ou partie du territoire national, les conditions d'exercice de l'activité de gestion des déchets.</p> <p>Ces mêmes catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations pour lesquelles l'exploitant est titulaire d'un agrément de l'administration. Elles cessent de pouvoir être traitées dans les installations existantes pour lesquelles cet agrément n'a pas été accordé à la date d'entrée en vigueur fixée par le décret prévu au précédent alinéa.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection réalisée le 16/06/2023, il a été constaté qu'aucune activité d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicule hors d'usage n'était exercée sur le site.</p> <p>En revanche, il a été constaté que plusieurs fûts d'huile minérale et de grands récipients pour vrac (GRV) étaient entreposés à même le sol, sans être placés sur une rétention permettant de retenir une pollution accidentelle.</p>

Quand bien même aucune activité VHU ne soit exercée à ce jour dans l'établissement, il conviendra par conséquent de placer sur rétention ces fûts et récipients.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet